

Séance de « calinothérapie » pour les députés LRM

Mardi soir, Macron rencontre les élus de la majorité, très perturbés dix jours après le vote sur le deuil parental

O pérations rabibochage à l'Elysée. Emmanuel Macron devait recevoir, mardi 11 février à 20 heures, les parlementaires de la majorité, d'Agir et quelques élus UDI, dix jours après le début de la crise provoquée par le vote de la proposition de loi sur le congé de deuil pour les parents ayant perdu un enfant. Le 30 janvier, les députés La République en marche (LRM) ont rejeté son allongement à douze jours au lieu de cinq, suscitant un tollé dans l'opinion. Le chef de l'Etat lui-même enclenché la marche arrière, demandant à son gouvernement de traiter le sujet avec davantage d'« humanité ».

Les députés y ont aussi entendu un reproche à leur égard, et en ont été blessés. « Certains ont eu le sentiment d'être jetés en pâture, alors qu'il y a une grande sincérité dans notre groupe. Ils ont vécu très violemment d'être attaqués sur ce thème et se sont sentis lâchés », résume une des figures de la majorité. Mardi 4 février, en réunion de groupe, face au premier ministre, plusieurs macronistes ont ouvertement fustigé les propos du président de la République. « On a vécu une quasi-crise de régime durant trois jours », s'inquiète un macroniste bien introduit à l'Elysée.

« Il nous néglige »

Histoire de panser les plaies et de remobiliser ses troupes, l'Elysée a donc organisé cette rencontre. « Je crois que les députés ont besoin d'un petit peu de calinothérapie », estimait ainsi Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires, jeudi sur Sud Radio. « Ils n'ont pas besoin de bons sentiments mais de donner du sens à ce qu'ils font », réplique Marie Lebec, vice-présidente du groupe LRM. Pour elle, les parlementaires veulent entendre le président sur les retraites. « On a besoin qu'il incarne aussi cette réforme », pour-

suit l'élue des Yvelines. Elle attend aussi du président qu'il explique sa stratégie pour les mois à venir et donne les grandes orientations de la fin du quinquennat, une fois la grande loi des retraites adoptée.

Mardi soir, la rencontre doit davantage s'apparenter à un « grand débat » qu'à un monologue du président. « Ce sera un échange, la parole circulera », promet-on à l'Elysée. Un temps envisagée, la présence de l'ensemble du gouvernement a finalement été annulée, et seul Marc Fesneau, le ministre chargé des relations avec le Parlement, sera présent au côté du chef de l'Etat. Les députés sont, il est vrai, très remontés contre certains ministres. « Ceux qui ne préviennent pas quand ils viennent en circonscription, qui ne répondent pas aux lettres qu'on leur envoie, ça suffit ! », tonne une députée. « Il y a un ressentiment envers certains ministres qui ont fait monter le sujet du congé de deuil parental, comme Marlène Schiappa », analyse un membre du gouvernement.

Les élus auront donc leur moment exclusif avec le président, alors qu'ils déplorent la « distance » qui s'est installée avec celui qui est à l'origine de l'engagement en politique d'une grande partie d'entre eux. « Cela fait plusieurs mois que j'entends mes collègues dire "il nous néglige", "il ne nous voit pas assez" », relate Jean-François Eliaou, député LRM de l'Hérault. Depuis le début du quinquennat, les députés ont vu collectivement le président trois fois. Les deux premières rencontres se sont tenues en pleine crise : l'affaire Benalla à l'été 2018, puis les « gilets jaunes », l'hiver suivant. La troisième, en septembre 2019, avait été mal vécue par une partie du groupe. Le président les avait bousculés en assumant un discours ferme sur l'immigration. Il les avait surtout incités à rédiger « moins d'amendements » et à pas-

ser plus de temps sur le terrain. Eux qui venaient de rentrer précipitamment de circonscription pour assister à ce rendez-vous...

« Nous sommes ses sentinelles »

Si les députés ont l'occasion de voir le président lors des visites dans leurs territoires, en voyage à l'étranger, et si certains ont des échanges réguliers avec lui sur la messagerie Telegram, ils veulent voir davantage le chef de l'Etat. « Ces demandes sont hyperlégitimes, car nous sommes ses sentinelles, des lanceurs d'alerte. Comme les renseignements territoriaux, on est les yeux et les oreilles du gouvernement sur le terrain », affirme M. Eliaou.

En deux ans et demi de mandat, les macronistes ont surtout été mis à rude épreuve. « Nos élus ont vécu un automne et un hiver difficiles, avec des permanences vandalisées. Il y a un malaise dans cet environnement social heurté qu'il faut prendre en compte », reconnaît un conseiller. D'autant qu'en parallèle certains parlementaires blâment l'entourage du président, dont ils estiment qu'il ne relaie pas suffisamment leurs préoccupations au sommet de l'Etat.

En novembre, le patron des députés marcheurs, Gilles Le Gendre, avait déjà adressé une note à M. Macron pour l'alerter sur l'état de sa relation avec la majorité et la nécessité de recréer un lien fort avec le groupe LRM. Il pointait notamment les tensions générées par les investitures aux élections municipales, qui ont hérissé de nombreux élus, reprochant au parti présidentiel de favoriser des accords locaux avec des maires sortants de droite ou de gauche.

Ces derniers mois les départs de la majorité ou du mouvement se sont multipliés. En deux semaines, le groupe macroniste a perdu trois membres, et de plus en plus d'élus demandent à siéger

comme membres apparentés. En ligne de mire, le risque de perdre la majorité absolue à l'Assemblée (289 députés), le groupe comptant aujourd'hui 300 membres.

L'incompréhension va peut-être laisser des traces. Certains n'excluent pas qu'elle altère la relation entre l'exécutif et la majorité lors de la deuxième partie du quinquennat. « Certains députés disent que, désormais, ils n'obéiront plus le doigt sur la couture du pantalon. Ils vont se sentir plus libres dans leurs votes », rapporte un cadre du parti. « Maintenant, c'est fini, on a pris un peu d'âge, on ne va pas voter dans un sens parce que tel ministre nous l'a demandé. Il y a eu un petit électrochoc qui fait qu'on sera peut-être un peu plus vigilants et plus durs sur nos positions », confirme M. Eliaou.

« On a deux ans et demi à tenir ensemble, une campagne à faire ensemble, on y arrivera si on avance en pack groupé et solidaire », met en garde Aurore Bergé, député LRM des Yvelines et porte-parole du mouvement. A l'Elysée, les éléments de langage sont répétés à l'envi : il n'y a pas de friture entre Emmanuel Macron et sa majorité. « Le président s'était engagé à recevoir les parlementaires avant le 17 février et l'examen de la réforme des retraites en séance à l'Assemblée. On a simplement avancé la rencontre de quelques jours », explique un proche du chef de l'Etat. Tout juste reconnaît-on un « petit moment de tension », qui a rendu « indispensable » une rencontre qui était déjà « prioritaire ». Mais pas question de parler de « frondeurs ». « Il n'y a pas de crise, il ne faut pas s'emballer », assure-t-on dans l'entourage présidentiel. Les élus de la majorité en jugeront mardi soir, en sortant de l'Elysée. ■

OLIVIER FAYE,
CÉDRIC PIETRALUNGA
ET MANON RESCAN

Les députés de la majorité proposent un « plan global pour parents endeuillés »

Après le tollé provoqué par le rejet de l'allongement à douze jours du congé de deuil pour les parents ayant perdu un enfant mineur, les députés La République en marche devaient présenter mardi un « *plan global pour parents endeuillés* », a annoncé Mounir Mahjoubi, député de Paris, à Franceinfo. Celui-ci comprendra un « *congé universel de trois semaines (quinze jours ouvrés) pour tous les actifs: salariés du privé, fonctionnaires et indépendants* », a expliqué M. Mahjoubi. La proposition de loi dans le cadre de laquelle les macronistes avaient rejeté l'allongement du congé de deuil ne ciblait que les salariés du privé. Le plan de la majorité abordera aussi la prise en charge des frais d'obsèques.